


BRÈVES ÉCONOMIQUES

Autriche – Slovénie - Croatie

Une publication du SER de Vienne
n° 19 – mai 2026

Dans ce numéro...

SEMESTRE EUROPEEN 2026 : AUTRICHE, CROATIE ET SLOVENIE A L'EPREUVE DES DESEQUILIBRES BUDGETAIRES	2
AUTRICHE	4
ACTIVITES MACROECONOMIQUES & FINANCIERES	5
<i>Prévisions et indicateurs</i>	<i>5</i>
<i>Le conflit au Proche et Moyen Orient pèse sur les timides perspectives de reprise.....</i>	<i>5</i>
<i>Finances</i>	<i>5</i>
<i>Clôture de la facilité européenne FRR : L'Autriche doit agir vite pour un dernier paiement</i>	<i>5</i>
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE	5
<i>18,6 % de la population était exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2025.....</i>	<i>5</i>
<i>Revalorisation des pensions en 2027 : +2,95 %</i>	<i>6</i>
VEILLE SECTORIELLE	6
<i>Secteur financier</i>	<i>6</i>
<i>Un service de médiation gratuit pour les victimes de phishing</i>	<i>6</i>
<i>Industrie</i>	<i>6</i>
<i>B&C Industrie Holding est la plus importante holding industrielle privée de l'Autriche</i>	<i>6</i>
<i>Le groupe vorarlbergeois ALPLA réduit ses effectifs en Autriche</i>	<i>7</i>
<i>Transports.....</i>	<i>7</i>
<i>Un arsenal de mesures pour restreindre le fret routier sur l'axe du Brenner</i>	<i>7</i>
<i>Tourisme</i>	<i>7</i>
<i>Le tourisme d'affaires viennois a généré 1,5 Md EUR en 2025</i>	<i>7</i>
<i>Agriculture.....</i>	<i>7</i>
<i>Coûts d'exploitation agricole et forestière : le secteur bénéficiera d'une aide sur le diesel</i>	<i>7</i>
<i>Jachères : le ministère autorise exceptionnellement l'utilisation en raison de la sécheresse.....</i>	<i>8</i>
RELATIONS BILATERALES.....	8
<i>Avec le rachat d'Emmi AI à Linz, Mistral s'implante en Autriche</i>	<i>8</i>
<i>Labellisation de la French Tech Vienna.....</i>	<i>8</i>
SLOVENIE	9
ACTIVITES MACROECONOMIQUES & FINANCIERES	9
<i>Prévisions et indicateurs</i>	<i>9</i>
<i>Prévisions de la Commission européenne.....</i>	<i>9</i>

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE	9
<i>Politique intérieure : une coalition de droite pour gouverner</i>	9
<i>Accord de coalition : Réductions d'impôts, libéralisation, déréglementation</i>	10
VEILLE SECTORIELLE	10
<i>Secteur financier</i>	10
<i>Renouvellement de l'OPA de NLB sur Addiko Bank</i>	10
<i>Industrie</i>	10
<i>30 M EUR d'aide aux industries énergivores</i>	10
<i>Energie et environnement</i>	10
<i>Le nucléaire au cœur des projets du nouveau gouvernement</i>	10
<i>Transports</i>	11
<i>Implantation d'EasyJet à Ljubljana</i>	11
<i>Tourisme</i>	11
<i>Nouvel hôtel d'importance dans la capitale</i>	11
<i>Agriculture</i>	11
<i>L'agriculture au centre du nouvel accord de coalition</i>	11
 CROATIE	12
ACTIVITES MACROECONOMIQUES & FINANCIERES	13
<i>Prévisions et indicateurs</i>	13
<i>Prévisions de printemps de la Commission européenne</i>	13
<i>Finances</i>	13
<i>Podravska banka devrait prochainement changer de propriétaire</i>	13
VEILLE SECTORIELLE	13
<i>Secteur financier</i>	13
<i>Le sommet de l'Initiative des Trois Mers à Dubrovnik a débouché sur de nombreux accords</i>	13
<i>Défense</i>	14
<i>La Croatie obtient un prêt de l'UE de 1,7 Md EUR destiné à la défense</i>	14
<i>Energie</i>	14
<i>La Croatie se dote d'un cadre législatif pour le développement de l'énergie nucléaire civile</i>	14
<i>Une décision du régulateur croate de l'énergie attendue de longue date</i>	14
<i>Transports</i>	14
<i>Contrat de 677 M EUR (HT) pour le plus grand projet ferroviaire croate</i>	14
RELATIONS BILATERALES	15
<i>Mission du MEDEF à Zagreb</i>	15
<i>Lancement officiel de « la French Tech Zagreb »</i>	15

Semestre européen 2026 : Autriche, Croatie et Slovénie à l'épreuve des déséquilibres budgétaires

Depuis la réforme en 2024 des règles budgétaires européennes du Pacte de Stabilité et de Croissance, les Etats membres rendent compte chaque année, à la Commission européenne et au Conseil de l'UE, de la mise en œuvre de leurs engagements budgétaires pris dans leur plan budgétaire et structurel à moyen terme (PSMT). A l'instar des autres Etats-membres, l'Autriche, la Croatie et la Slovénie ont ainsi publié fin avril leur « rapport annuel d'avancement » (RAA), lequel retrace pour 2025 et 2026 la mise en œuvre des réformes et investissements prévus dans leur PSMT, et justifie

l'évolution des dépenses nettes au regard de la trajectoire initiale endossée par le Conseil. Si les trois pays bénéficient de clauses dérogatoires pour renforcer leurs dépenses de défense, leurs approches diffèrent significativement en matière de soutenabilité des finances publiques et de mise en œuvre des réformes.

1. Autriche : une consolidation fragile sous surveillance

L'Autriche, toujours sous procédure pour déficit excessif (PDE) depuis juillet 2025, affiche une amélioration relative de sa trajectoire budgétaire. En 2025, la croissance des dépenses primaires nettes (2,2 %) est restée en deçà du plafond fixé par le Conseil (2,6 %), et les prévisions pour 2026 (2,2 %) respectent également tout juste les engagements. Le pays fait valoir que les mesures prises pour freiner l'inflation et soutenir l'économie en 2026 sont en principe financées par des recettes compensatoires. Ainsi, la réduction temporaire de la taxe sur l'électricité est compensée par la hausse des dividendes des participations de l'Etat, celle de la TVA sur les denrées alimentaires de base par l'introduction d'une taxe sur les colis de la vente par correspondance et par des mesures de lutte contre la fraude. La réduction de la taxe sur les hydrocarbures est financée par la hausse de recettes de TVA issue de l'augmentation du prix du pétrole. L'avantage fiscal lié aux heures supplémentaires est financé par le report de mesures offensives, tandis que les coûts liés à l'allègement fiscal pour le travail les jours fériés sont couverts par l'augmentation attendue des recettes fiscales provenant de l'impôt sur le revenu.

Malgré des progrès, l'Autriche reste exposée à un risque de non-respect des cibles du Pacte de stabilité, notamment en cas de dégradation de la conjoncture internationale.

Le déficit public reste élevé (-4,2 % du PIB en 2025, -4,2 % prévu en 2026), et le *Fiskalrat* (équivalent autrichien du Haut conseil des finances publiques) alerte sur la nécessité d'un effort de consolidation supplémentaire de 4,4 Mds EUR pour ramener le déficit sous les 3,5 % du PIB d'ici 2027. Le pays a par ailleurs demandé l'activation d'une clause dérogatoire qui lui permet de dépasser sa trajectoire de dépenses nettes pour porter ses dépenses de défense de 0,6 % du PIB (2021-2023) à 0,9 % en 2026, avec un objectif de 2 % en 2032. Enfin, le RAA autrichien appuie sa stratégie sur des prévisions susceptibles d'évoluer selon les développements du conflit au Proche et Moyen-Orient : selon le scénario central, la croissance pourrait être limitée à +0,9 % en 2026 (voire +0,2 % en cas de scénario pessimiste) et l'inflation s'accélérer à +2,7 %, voire +4,1 % en cas de crise durable.

2. Croatie : un écart budgétaire justifié par la défense, mais des déséquilibres structurels

La Croatie enregistre des dépassements significatifs de sa trajectoire de dépenses primaires nettes : +11,1 % en 2025 (contre un plafond de 6,4 %) et +5,6 % en 2026 (contre 4,9 %). Ces écarts sont partiellement couverts par l'activation de la clause dérogatoire pour les dépenses de défense, portées de 1 % du PIB (2021) à 1,6 % en 2026, et qui s'inscrivent dans un effort de renforcement des capacités de défense et de modernisation des forces armées croates.

Si la Croatie reste conforme aux critères européens de déficit et de dette en 2026 (déficit à 2,9 % et dette publique à 54,8 %), la dynamique de la dépense publique interroge sur sa soutenabilité à moyen terme. La Commission de politique budgétaire croate souligne un caractère « expansionniste et procyclique » de la politique

budgétaire en 2025, marquée par une croissance des dépenses (salaires publics, prestations sociales) supérieure à celle des recettes. L'institution reconnaît toutefois que la Croatie fait face à des circonstances exceptionnelles, notamment un contexte international défavorable avec la hausse des prix de l'énergie. Par ailleurs, les prévisions de croissance et d'inflation sont jugées crédibles mais entachées d'un risque de surchauffe économique par le FMI, l'OCDE et la Commission européenne, qui recommandent une orientation budgétaire plus restrictive à moyen terme.

3. Slovénie : une trajectoire budgétaire incertaine, sous tension politique

La Slovénie respecte sa trajectoire en 2025, mais un dépassement important est attendu en 2026, avec une croissance des dépenses primaires nettes de 7,2 % (contre un plafond de 4,4 %), liée notamment à des investissements publics élevés (5,5 % du PIB en 2026). L'écart cumulé atteindrait 1,3 % du PIB, bien au-delà de la marge de tolérance de 0,6 %. Les dépenses militaires (pour lesquelles la Slovénie a demandé l'activation de la clause dérogatoire), portées à 2,04 % du PIB en 2025, devraient atteindre 2,2 % en 2026 et 3 % en 2030, justifiant en partie les dépassements. Le Conseil budgétaire slovène estime que le déficit pourrait atteindre 3,5 % du PIB en 2028 (contre 1 % prévu dans le PSMT), avec une dette à 66 % du PIB.

Cette incertitude budgétaire est amplifiée par le contexte politique post-électoral. Le prochain gouvernement, actuellement en cours de formation sous l'égide du Premier ministre Janez Janša, hérite d'un projet de loi « omnibus » adopté en mai, destiné à stimuler l'économie et prévoyant 400 M EUR de baisses d'impôts et des réformes dans les secteurs des entreprises, des retraites et de la santé. La crédibilité de la trajectoire slovène dépendra de la capacité du prochain gouvernement à concilier ces mesures avec les engagements européens.

Autriche

Le chiffre du mois à retenir

14 %

Part de la consommation de gaz qui sera couverte par la production nationale avec l'exploitation du gisement de Wittau.

Zoom sur...

...un doublement de la production nationale de gaz

Depuis le début de l'agression russe contre l'Ukraine en février 2022, le transport de gaz par gazoduc s'est effondré en Autriche pour passer de 8,4 Mds tkm en 2021 à 1,5 Md tkm en 2025. Le hub gazier de Baumgarten près de la frontière slovaque, qui jusque-là traitait 6 millions de m³ de gaz par heure en provenance de Russie pour approvisionner l'Autriche, l'Allemagne, la France, la Hongrie, l'Italie, la Slovénie et la Croatie, a perdu

son rôle de plaque tournante en Europe. Afin de renforcer la production domestique de gaz et diminuer la dépendance énergétique, le groupe pétrolier et gazier OMV, en présence du Chancelier Stocker, de la gouverneure de la Basse-Autriche Mikl-Leitner et du ministre de l'Economie et de l'Energie Hattmannsdorfer, a lancé mi-mai la production de gaz naturel à Wittau, à l'Est de Vienne. Grâce à l'exploration de ce nouveau gisement, la production nationale passera de 7 % à 14 % de la consommation autrichienne de gaz.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Le conflit au Proche et Moyen Orient pèse sur les timides perspectives de reprise

Si le premier trimestre de l'année 2026 a pu, selon les premières estimations, afficher une légère croissance de +0,2 % par rapport au trimestre précédent, portée par la consommation des ménages et les investissements, les conséquences du conflit au Proche et Moyen Orient se font déjà sentir, générant une reprise significative de l'inflation (+3,4 % en avril après +3,2 % en mars) et des perspectives nettement plus pessimistes en matière de climat des affaires. Avec le blocage du détroit d'Ormuz, le prix du baril de Brent s'inscrit au-delà de 100 USD et un retour à un niveau normal n'est plus attendu avant plusieurs mois. L'enquête réalisée mensuellement par l'institut de conjoncture Wifo auprès des entreprises montre une détérioration rapide des perspectives à six mois et une stagnation des exportations, accompagnées d'un recul de la création de valeur dans le secteur manufacturier. Le marché de l'emploi se dégrade légèrement, le chômage atteint 5,6 % en mars (données eurostat), celui des jeunes de moins de 25 ans s'établit à 11,1 %. Selon la banque nationale d'Autriche, la balance courante a affiché en 2025 un excédent de 9,5 Mds EUR (soit 1,9 % du PIB) ; le volume des échanges a progressé de 2,7 % pour atteindre 554 Mds EUR.

Finances

Clôture de la facilité européenne FRR : L'Autriche doit agir vite pour un dernier paiement

Le 7 mai 2026, la Commission européenne a donné son feu vert à la quatrième demande de paiement de l'Autriche pour un montant de 325 M EUR au titre de NextGenerationEU. Ces fonds serviront à soutenir la transition écologique dans les entreprises, les véhicules à émissions nulles, les énergies renouvelables, l'économie circulaire, les soins de santé primaires, ainsi que l'éducation, la culture et l'innovation. Cette nouvelle demande de paiement portera les fonds versés à l'Autriche au titre de la facilité pour la reprise et la résilience à 3,66 Mds EUR. Ce montant correspond à 92 % de l'ensemble des fonds inclus dans le plan autrichien pour la reprise et la résilience, 89 % de l'ensemble des jalons et cibles du plan étant désormais atteints. En vue de la clôture de la facilité à la fin de 2026, l'Autriche doit mettre en œuvre tous les jalons et cibles restant à atteindre au plus tard le 31 août 2026 et soumettre sa dernière demande de paiement au plus tard à la fin du mois de septembre 2026.

Politique économique et sociale

18,6 % de la population était exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2025

Selon l'enquête relative aux ressources et conditions de vie de la population (EU-SILC), près de 1,7 million de personnes étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion en 2025, soit 1,7 point de plus qu'en 2024. Compte tenu des revalorisations salariales accordées en 2023 et 2024 (en raison de l'indexation sur l'inflation), le salaire médian s'est inscrit en hausse de 10 %. Mais cette

augmentation n'a pas été répartie équitablement dans toutes les couches de la société autrichienne. Selon la définition européenne, 15,9 % de la population disposait de ressources inférieures à 60 % du revenu net médian (soit 1 827 EUR par mois) et peut être ainsi considérée comme menacée de pauvreté. Selon Statistik Austria, 17,8 % de la population ne peut se permettre de partir au moins une fois en vacances dans l'année.

Revalorisation des pensions en 2027 : +2,95 %

Les trois partis de la coalition gouvernementale viennent de trouver un compromis quant à la revalorisation des pensions en 2027 : dans le contexte de contraintes budgétaires imposées par la procédure de déficit excessif, il avait été décidé de ne les indexer que partiellement sur l'inflation, provoquant la colère des représentants des retraités. Le modèle finalement adopté, après concertation avec les organismes représentatifs, permettra une hausse des retraites au 1^{er} janvier 2027 de 2,95 % en moyenne, sous l'inflation attendue en 2026. Les retraités percevant une pension brute mensuelle supérieure à 6 930 EUR se verront attribuer un forfait de 204,44 EUR. Le volume de la hausse consentie est estimé à 2,4 Mds EUR.

Veille sectorielle

Secteur financier

Un service de médiation gratuit pour les victimes de phishing

Le 18 mai 2026, le ministère du Travail, des Affaires sociales, de la Santé, des Soins et de la Protection des consommateurs BMASGPK a publié son premier rapport sur les cas de phishing dans le secteur bancaire autrichien. Depuis janvier 2023, les victimes de phishing peuvent s'adresser au service de médiation du ministère pour les problèmes de paiement par mail ou par courrier. Ce service est gratuit. En principe, les banques sont responsables des paiements non autorisés, c'est-à-dire lorsque des criminels effectuent des transactions sans l'intervention des personnes concernées. Dans le cas de paiements que la victime a validés par erreur, la situation juridique est plus complexe. Depuis la mise en place de ce service, 717 plaintes ont été déposées par des victimes de phishing. Un accord a pu être trouvé dans environ la moitié des cas (363). Le préjudice moyen par cas de fraude s'élève à 4 333,38 EUR. Au total, environ 1,5 M EUR ont été récupérés pour les personnes concernées. Les taux de remboursement varient selon les banques : le secteur *Raiffeisen* a pris en charge en moyenne 86 % du préjudice, *BAWAG-PSK* 82 %, *Erste Bank* et les caisses d'épargne 62 % et *UniCredit Bank Austria* 47 %.

Industrie

B&C Industrie Holding est la plus importante holding industrielle privée de l'Autriche

Détenue par la fondation privée *B&C Privatstiftung*, *B&C Industrie Holding* a racheté en 2008 d'*UniCredit* les participations industrielles autrichiennes pour 1,2 Md EUR. Aujourd'hui B&C Industrie Holding détient des participations dans *AMAG* (aluminium), *Lenzing* (fibres de cellulose), *Semperit* (caoutchouc) et *Steyr Motors* (moteurs). Par l'intermédiaire de *B&C Innovation Investments GmbH (BCII)*, le groupe B&C investit dans des entreprises innovantes en croissance issues du secteur technologique dont des participations dans *Frequentis*, *TTTech* ou *Neoom*. Le groupe cherche actuellement à augmenter sa participation de 58,48 % dans *Semperit* et a présenté aux actionnaires une offre publique d'achat volontaire valorisée à 15,00 EUR par action, soit une prime de 25,2 % par rapport au cours de clôture avant l'annonce de l'offre.



[Le groupe vorarlbergensis ALPLA réduit ses effectifs en Autriche](#)

Le fabricant de solutions d'emballage en plastique, qui possède 6 sites en France sous les appellations *Alpla* et *Euroflaco* et qui emploie plus de 25 000 salariés dans 45 pays, prévoit de réduire ses effectifs présents à son siège d'ici la fin de l'année. Au total, 155 postes seront supprimés à Hard sur le lac de Constance, les suppressions se feront par non remplacement des postes vacants ou des départs à la retraite. Engagé depuis avril dans une évaluation des structures de décision et des process, *Alpla* souhaite recentrer l'activité de son siège sur la stratégie et la coordination des activités du groupe.

Transports

[Un arsenal de mesures pour restreindre le fret routier sur l'axe du Brenner](#)

Estimant que la pollution associée au fret routier sur l'axe du Brenner devient intolérable, le Tyrol prend depuis quelques années tout un arsenal de mesures pour restreindre les flux (contingentement des VPL, interdiction de circulation pour les normes européennes d'émission 0-5, interdiction pour certains types de biens, interdiction de circulation la nuit, etc.).

Soutenue par la Commission européenne, l'Italie a porté l'affaire devant la CJUE, considérant les interdictions de circulation sur le corridor du Brenner comme une violation de la libre circulation des marchandises. Le verdict est attendu pour l'automne 2026/début 2027 au plus tôt. De plus, le gouvernement du land du Tyrol a confirmé le 30 avril qu'une manifestation environnementale a été autorisée pour bloquer l'autoroute A13 Brenner et les routes parallèles entre 11h00 et 19h00 le samedi 30 mai. Cette décision entraînera un arrêt complet sur l'axe principal nord-sud reliant l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie. Environ 32 000 véhicules, dont 7 000 poids-lourds, empruntent ce corridor un samedi typique de fin de printemps.



Tourisme

[Le tourisme d'affaires viennois a généré 1,5 Md EUR en 2025](#)

Selon une étude de l'institut de conjoncture Wifo, les 9 600 activités de congrès et de l'événementiel (MICE, *Meetings, Incentives, Conventions & Events*) ont apporté à la capitale autrichienne près de 1,5 Md EUR en 2025. Grâce aux quelque 881 000 participants, ce secteur a apporté à l'hôtellerie 2,5 millions de nuitées, 610 M EUR de taxes et charge sociales à l'Etat et employé plus de 19 300 salariés. 89 % des participants aux activités MICE viennent de l'étranger ; la durée moyenne est de 4,4 nuitées, et un tiers des participants prolongent leur séjour.

Agriculture

[Coûts d'exploitation agricole et forestière : le secteur bénéficiera d'une aide sur le diesel](#)

Face à la hausse des carburants et des engrais, le gouvernement du Chancelier Christian Stocker (conservateur) a décidé d'avancer le calendrier en matière de compensation au secteur agricole et forestier. La mesure d'aide, déjà octroyée entre 2023 et 2025 pour compenser la fiscalité du carbone sur les carburants, a été évoquée dans les grandes orientations budgétaires pour les années 2027 et 2028 ; un volume de 50 M EUR par an serait réservé. En revanche, pour 2026, aucune aide n'était prévue en raison des contraintes budgétaires et du dérapage du déficit en 2024 et 2025 (resp. -4,6 % et -4,2 % du PIB).

Finalement, à la demande des organisations représentatives et paritaires, le subventionnement du diesel prévu en 2027 sera déjà versé en décembre 2026, en même temps que les aides agricoles de la PAC par l'organisme payeur AMA. Selon le communiqué du Ministre Norbert Totschnig (conservateur), la compensation devrait atteindre 0,16 EUR par litre de gazole ; les modalités d'application sont en cours de négociation avec le ministère des Finances. Pour le Ministre Totschnig, ce soutien permettra au secteur agricole de préserver la trésorerie des entreprises face à l'envolée des prix du diesel (+25 % entre le 05/01 et le 10/05) et des engrais.



Jachères : le ministère autorise exceptionnellement l'utilisation en raison de la sécheresse

En raison du déficit en précipitations constaté au printemps en Autriche, le 1^{er} fauchage des prairies s'est inscrit en net recul de 40 % à 50 % selon les chambres d'agriculture. C'est pourquoi le gouvernement autorise le fauchage précoce des surfaces de biodiversité et lève la restriction au 1^{er} août pour la mise en pâture. Bien entendu, les agriculteurs utilisant cette autorisation exceptionnelle seront exclus des mesures agroenvironnementales et climatiques correspondantes.

Relations bilatérales

Avec le rachat d'Emmi AI à Linz, Mistral s'implante en Autriche

L'entreprise française *Mistral AI*, spécialisée dans l'intelligence artificielle générative, a racheté la start-up autrichienne *Emmi AI*, établie à Linz. Fondée en 2024, *Emmi AI* avait levé en avril 2025 15 M EUR en amorçage. Grâce à ce rachat dont les modalités financières n'ont pas été dévoilées, la capitale de la Haute-Autriche deviendra un nouveau site de *Mistral AI*, aux côtés de Paris, Londres, Amsterdam, Munich, San Francisco et Singapour.

Labellisation de la French Tech Vienna

Annoncée le 6 mai 2026 par la Mission French Tech, la labellisation de La *French Tech Vienna* pour la période 2026-2028 marque une étape importante pour l'écosystème franco-autrichien de l'innovation. Fondée en 2024 sous le nom de *French Startups Vienna*, la communauté rejoint donc officiellement le réseau mondial des communautés *French Tech*.

Portée par une équipe de bénévoles, entrepreneurs et partenaires institutionnels, *French Tech Vienna* a pour ambition de renforcer les synergies entre startups, investisseurs et grands groupes français et autrichiens, tout en accompagnant l'implantation et le développement des entreprises innovantes entre les deux pays. Cette labellisation marque l'aboutissement de plusieurs années de structuration de la communauté locale.

Le chiffre du mois à retenir

**+300**

Employés pour l'usine Revoz de Renault à partir de l'automne

Zoom sur...

...l'excellente réception de la nouvelle Twingo électrique, produite par Renault à Novo mesto, va entraîner une augmentation des volumes de production après l'été ; alors que l'usine produit actuellement 300 véhicules par jour avec une seule équipe, entre 300 et 500 nouveaux collaborateurs seront recrutés à l'automne pour augmenter la cadence.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Prévisions de la Commission européenne

La Commission européenne a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la Slovénie cette année, les ramenant de 2,4 % (dans ses prévisions d'automne) à 1,9 %. Elle prévoit toujours un rebond de l'économie du pays à 2,3 % l'année prochaine. Cette expansion serait portée par une forte demande intérieure en 2026 et 2027, selon la Commission. L'emploi a atteint des niveaux records et devrait stagner en 2026 et 2027. Le taux de chômage a légèrement augmenté pour atteindre 3,9 %, mais devrait rester stable à 3,8 % jusqu'en 2027. Parallèlement, l'inflation devrait rester élevée, passant de 2,5 % en 2025 à une moyenne de 3,5 % en 2026, en raison de la hausse des prix mondiaux de l'énergie et de la pression continue sur les prix des produits alimentaires et des services. En 2027, l'inflation devrait se modérer pour atteindre 2,5 %, « reflétant une certaine baisse des prix de l'énergie et des produits alimentaires ». Constatant que le ratio du déficit public a augmenté de manière significative en 2025 pour atteindre 2,5 % du PIB, la Commission prévoit que ce déficit augmentera encore pour atteindre 3,3 % du PIB en 2026 et 3,5 % en 2027. Ces prévisions serviront notamment de base à la Commission pour évaluer, dans les prochaines semaines, si la Slovénie remplit les conditions requises pour l'ouverture d'une procédure pour déficit excessif. Le rapport et la décision relative à la proposition ou non au Conseil d'engager cette procédure, à laquelle sont soumis les États membres de l'UE dont le déficit public dépasse 3 % du PIB, devraient être annoncés le 3 juin.

Politique économique et sociale

Politique intérieure : une coalition de droite pour gouverner

Alors que le premier ministre sortant, Robert Golob, était arrivé en tête à l'issue des législatives de mars (28,66 %, soit 29 sièges), c'est son rival du SDS, Janez Jansa (27,88 %, soit 28 sièges) qui s'est trouvé en mesure de former une coalition avec le soutien des autres partis de droite (Nouvelle Slovénie - NSi et Les Démocrates) et du parti anticonformiste Resni.ca, et qui a donc été élu premier ministre. Un accord de coalition a été signé entre le SDS, NSi et les Démocrates.

Accord de coalition : Réductions d'impôts, libéralisation, déréglementation

La coalition slovène s'est engagée à maintenir des finances publiques saines tout en donnant la priorité aux réductions d'impôts pour les entreprises et les particuliers et à la libéralisation du marché du travail. Les partenaires de la coalition visent à réduire la fiscalité du travail en augmentant progressivement l'abattement général, en supprimant le taux marginal d'imposition sur le revenu de 50 %, en instaurant un abattement supplémentaire de 3 000 EUR pour les moins de 29 ans et en mettant en place un système d'imposition sur le revenu familial, une réforme majeure du système d'imposition individuel actuel, qui aura des conséquences importantes. Parmi les propositions figurent aussi un plafonnement des cotisations de sécurité sociale pour les revenus supérieurs à 7 500 EUR bruts, et un abaissement de ce plafond à 2,5 à 3 fois le salaire moyen. Des incitations fiscales ciblées sont envisagées, comme des visas spécifiques ainsi que des mesures de soutien à certaines catégories, de simplification et d'allègement fiscal. En matière d'imposition des entreprises, les partis proposent une refonte du système de subventions existant, et des incitations fiscales renforcées. Concernant la politique du logement, l'accord de coalition prévoit une imposition plus faible sur les revenus locatifs de longue durée, des sanctions plus sévères pour les loyers non déclarés et une meilleure protection des propriétaires. Au lieu de construire des logements sociaux, les partenaires souhaitent améliorer l'accès au logement grâce à des systèmes de garantie, des prêts subventionnés, etc. Un programme-cadre quadriennal d'environ 100 M EUR est également prévu pour financer des projets de développement novateurs associant entreprises et instituts de recherche.

Veille sectorielle

Secteur financier

Renouvellement de l'OPA de NLB sur Addiko Bank

Le 13 mai, *Nova Ljubljanska banka*, la principale banque slovène, a annoncé le renouvellement de son offre publique d'achat lancée en avril sur Addiko Bank avec un nouveau prix de 29 EUR par action, dividende inclus, visant à acquérir 75 % du capital de la banque autrichienne. L'offre reste valable jusqu'au 22 juillet. Il s'agit de la deuxième tentative de NLB pour acquérir Addiko, banque basée à Vienne et fortement implantée dans l'ex-Yougoslavie. Une précédente offre, en 2024, avait échoué, NLB n'ayant obtenu que 36,39 % du capital, soit un montant loin du seuil d'acceptation minimal de 75 %.

Industrie

30 M EUR d'aide aux industries énergivores

Le gouvernement a approuvé le 14 mai un plan d'aide de 30 M EUR pour les industries énergivores ; ces 30 M EUR ont été alloués à *Borzen*, l'opérateur public du marché de l'énergie, afin de financer des aides aux entreprises énergivores cette année. Cette mesure s'inscrit dans un programme législatif couvrant la période 2026-2028, permettant aux entreprises énergivores de bénéficier d'une aide d'État d'un montant total de 90 M EUR pour réduire les coûts de l'électricité, soutenir l'électrification et encourager les investissements dans les technologies propres. *Borzen* devrait publier un appel à candidatures, et les entreprises pourront commencer à percevoir les fonds dès juin, a précisé le ministère, estimant qu'environ 200 projets d'entreprises devraient bénéficier de ce soutien.

Energie et environnement

Le nucléaire au cœur des projets du nouveau gouvernement

L'accord de coalition du nouveau gouvernement confirme la volonté des partenaires de poursuivre le projet de construction de Nek 2, le deuxième réacteur nucléaire du pays. Selon cet accord de coalition, l'objectif est de renforcer l'autosuffisance énergétique. La coalition

menée par le SDS entend plaider pour la suppression des crédits carbone européens et revoir le calendrier de sortie du charbon. Le maintien du projet Nek 2 est, selon eux, une garantie pour la stabilité de l'approvisionnement énergétique du pays. La politique énergétique du nouveau gouvernement inclut également les petits réacteurs nucléaires modulaires. Outre le nucléaire, sont mis en avant l'hydroélectricité, la géothermie et les autres énergies renouvelables, à l'exception de l'éolien.

Transports

Implantation d'EasyJet à Ljubljana

Début mai, la compagnie aérienne britannique low-cost EasyJet a annoncé une nouvelle liaison aérienne directe entre Ljubljana et Londres dans le cadre de son programme hivernal. Cette liaison vers l'aéroport de Londres Luton, pour laquelle les billets sont déjà disponibles, sera assurée trois fois par semaine, a annoncé mercredi *Fraport Slovenija*, l'exploitant de l'aéroport de Ljubljana, et débutera à partir d'octobre. Cette annonce intervient alors que l'aéroport de Ljubljana s'apprête à connaître l'une de ses meilleures saisons estivales de ces dernières années, avec 24 compagnies aériennes proposant 30 liaisons directes dans les mois à venir. Ainsi, une nouvelle liaison opérée par *Wizz Air* entre Ljubljana et Podgorica, la capitale du Monténégro, devrait être inaugurée début juin, et *Flydubai* a annoncé la reprise de ses vols Ljubljana-Dubaï le 24 mai. Les vols *Lufthansa* vers Munich reprendront également en juin.

Tourisme

Nouvel hôtel d'importance dans la capitale

Dans un contexte de croissance modérée du secteur touristique en Slovénie, qui, selon l'atelier annuel slovène sur le tourisme réceptif (qui réunit à Portoroz 160 prestataires slovènes et plus de 150 entreprises touristiques provenant de plus de 30 pays), est une destination perçue à l'étranger comme sûre et abordable, la société *Eurostars Hotel Company* devrait ouvrir un hôtel *Eurostars* cinq étoiles dans le complexe Emonika de Ljubljana en 2028. Emonika est le nouveau quartier d'affaires en plein essor situé à proximité du nouveau pôle multimodal de Ljubljana. Ce nouvel hôtel serait un établissement de 205 chambres, dont l'ouverture est annoncée pour l'horizon 2028. Il s'agirait du deuxième hôtel du complexe.

Agriculture

L'agriculture au centre du nouvel accord de coalition

L'accord de coalition du nouveau gouvernement vise, dans le secteur agricole, à débureaucratiser et à numériser les procédures. Il prévoit ainsi de créer un portail numérique pour faciliter les demandes et les autorisations agricoles. L'objectif de la nouvelle coalition est de renforcer les petites exploitations, les exploitations familiales et les exploitations biologiques, et d'inciter les jeunes à reprendre l'agriculture, notamment par une exonération fiscale de cinq ans. Dans le cadre de la politique agricole commune 2028-2034, elle entend adopter une approche plus pragmatique en matière d'allocation des fonds. Elle prévoit d'accroître le soutien aux zones à faible potentiel agricole, souvent qualifiées de terres marginales, notamment par la création d'un « euro touristique » pour obtenir des financements supplémentaires. Les agriculteurs exerçant dans les zones aux conditions agricoles les plus difficiles bénéficieraient d'un nouveau système de retraite et de sécurité sociale spécialement conçu pour eux. Le président du Conseil national, Marko Lotrič, pressenti pour un poste ministériel, a ainsi déclaré le 15 mai qu'il proposerait que les indemnités de maladie soient prises en charge par l'assureur public ZZZS plus tôt, avec des mesures supplémentaires prévues pour les travailleurs indépendants et les agriculteurs. Un autre objectif est d'accroître l'autosuffisance alimentaire du pays grâce à des investissements stratégiques dans le secteur agroalimentaire.

Le chiffre du mois à retenir

+5,4 %

Taux d'inflation en avril 2026
(Eurostat)

Zoom sur...

Paquet de mesures « anti-inflation » : taxe sur les profits exceptionnels, réforme fiscale et soutien au pouvoir d'achat

*Le gouvernement croate a dévoilé le 28 mai son nouveau paquet de mesures anti-inflation destiné à ralentir la hausse des prix et à contenir la « surchauffe » de l'économie nationale. Selon le Premier ministre Andrej Plenković et le ministre des Finances Tomislav Čorić, l'inflation en Croatie ne provient plus uniquement de chocs extérieurs mais également d'une demande intérieure particulièrement forte, supérieure à celle observée dans le reste de la zone euro. **Le nouveau plan marque ainsi un changement d'approche** : au-delà des aides directes aux ménages, le gouvernement veut désormais agir sur certains segments de la consommation et de l'activité économique afin de réduire les pressions inflationnistes. Le dispositif repose sur 4 piliers : une consolidation budgétaire (économies d'environ 1,1 Md EUR, gel temporaire de certaines dépenses et prestations publiques), un encadrement des prix dans certains secteurs jusqu'en 2027, ainsi que plusieurs interventions ciblées sur les marchés de biens et services jugés sensibles. Parmi celles-ci figurent notamment le maintien des subventions sur l'énergie et les carburants, le plafonnement de certains produits de consommation courante et la prolongation de mesures de contrôle des prix dans la grande distribution.*

*Le volet fiscal constitue un axe central du paquet et combine des mesures de redistribution, et d'ajustement de l'assiette fiscale. Il prévoit tout d'abord l'introduction d'une taxe exceptionnelle de 50 % sur les hausses de marges considérées comme excessives pour environ 1 700 entreprises. Par ailleurs, plusieurs réformes visent à élargir la base fiscale : le régime forfaitaire des travailleurs indépendants est durci afin de rapprocher leur contribution de celle des salariés, tandis que la **fiscalité forfaitaire sur les locations touristiques est relevée** (+50 % des seuils minimaux dans les zones les plus attractives), afin de mieux capter les revenus liés au tourisme mais aussi de limiter les distorsions sur le marché immobilier.*

En parallèle, le gouvernement met en œuvre une mesure de soutien ciblé pour les retraités avec la suppression totale de l'impôt sur les pensions, représentant un effort budgétaire d'environ 180 MEUR.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Prévisions de printemps de la Commission européenne

Dans ses prévisions de printemps publiées le 21 mai dernier, la [Commission européenne](#) anticipe un ralentissement progressif de la croissance croate, tout en maintenant des perspectives supérieures à la moyenne européenne. Après une croissance estimée à 3,4 % en 2025, le PIB devrait progresser de 2,7 % en 2026 puis de 2,5 % en 2027, soutenu principalement par la consommation privée et les investissements liés aux fonds européens. La Commission souligne toutefois les effets des tensions géopolitiques et de la hausse des prix de l'énergie sur l'économie croate, avec une inflation attendue à 4,6 % en 2026 avant un reflux à 2,7 % en 2027. Le déficit public devrait s'établir à 2,9 % du PIB en 2026 puis 2,7 % en 2027, tandis que la dette publique poursuivrait sa baisse graduelle pour atteindre 55,6 % du PIB en 2027.

Indicateurs	2025	2026	2027
Croissance PIB (%)	3,4	2,7	2,5
Inflation (%)	4,4	4,6	2,7
Chômage (%)	4,9	4,8	4,8
Déficit (% PIB)	-3,0	-2,9	-2,7
Dette publique (% PIB)	56,3	55,9	55,6

Finances

Podravska banka devrait prochainement changer de propriétaire

Fondée en 1872 à Koprivnica, cette banque régionale indépendante, principalement active auprès des particuliers et des PME, détient une part modeste du marché bancaire croate, estimée entre 0,8 % et 1 %. Avec environ 723 M EUR d'actifs en 2024, elle occupe la 10^{ème} place au sein du secteur bancaire du pays. Après de longues années sous contrôle d'investisseurs italiens, une vingtaine des principaux actionnaires, représentant 91,75 % du capital, ont accepté de céder leurs parts à *AikGroup Limited*, société chypriote appartenant à l'homme d'affaires serbe Aleksandar Kostić. L'opération, évaluée à 42,2 M EUR, reste soumise à l'approbation des autorités compétentes, notamment la Banque centrale croate, l'autorité de la concurrence et HANFA. Si elle aboutit, cette acquisition marquera l'entrée d'*AikGroup* sur le marché croate, son 4^{ème} marché bancaire régional et le 2^{ème} au sein de l'Union européenne après la Slovaquie.

Veille sectorielle

Secteur financier

Le sommet de l'Initiative des Trois Mers à Dubrovnik a débouché sur de nombreux accords

Les 28 et 29 avril s'est tenu à Dubrovnik le sommet de l'initiative des Trois Mers (3SI). Centré sur la connectivité des pays d'Europe centrale et orientale, entre l'Adriatique, la mer Baltique et la mer Noire, l'évènement a été marqué par une forte représentation des intérêts économiques américains. Un accord a été signé entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine pour relier le pays au terminal GNL de Krk et réduire sa dépendance au gaz russe. Le projet sera mis en œuvre par la société américaine AAFS. Les Etats-Unis ont signé un accord de collaboration avec la Croatie pour leur projet de centrale nucléaire (SMR). Des investisseurs américains ont également annoncé un projet d'un centre de données, *Pantheon*, destiné à l'IA. Le site d'une puissance d'1 GW représenterait un investissement total de 50 Mds USD et pourrait créer 500 emplois.

emplois directs s'il venait à être confirmé. Un accord de coopération a enfin été signé entre le port de Rijeka et le port de Constanța en Roumanie.

Défense

La Croatie obtient un prêt de l'UE de 1,7 Md EUR destiné à la défense

Le commissaire européen à la Défense et à l'Espace Andrius Kubilius et le Premier-ministre Andrej Plenković ont signé à Zagreb un accord de prêt de 1,7 Md EUR dans le cadre de l'initiative *Security Action for Europe* (SAFE). La première tranche de 255 M EUR sera bientôt versée, et le reste progressivement jusqu'en 2030. La Croatie bénéficie d'un délai de grâce de 10 ans et étalera son remboursement sur 45 ans. Le prêt est financé par un emprunt de l'UE sur les marchés. Le prêt sera utilisé pour acquérir des chars allemands *Leopard 2A8*, des obusiers français *Caesar* ainsi que des camions tchèques et d'autres équipements.

Energie

La Croatie se dote d'un cadre législatif pour le développement de l'énergie nucléaire civile

Le Parlement croate a adopté, le 15 mai, la loi sur le développement de l'énergie nucléaire à des fins civiles, établissant un cadre stratégique, réglementaire et institutionnel destiné à accompagner le développement du nucléaire et ambitionne au moins 30 % de la production totale d'électricité issu du nucléaire en Croatie d'ici 2040. La loi fixe un cadre général, tandis que les questions relatives au financement, aux coûts et impacts budgétaires et la répartition des risques feront l'objet d'études complémentaires.

Une décision du régulateur croate de l'énergie attendue de longue date

L'adoption, le 27 avril 2026, par [l'Agence croate de régulation de l'énergie \(HERA\)](#), d'une décision fixant les coûts de raccordement au réseau électrique marque un tournant majeur. Entrée en vigueur le 1^{er} mai 2026, cette mesure met fin à une incertitude réglementaire persistante depuis l'automne 2022. Cette décision est présentée comme un cadre uniforme, transparent et prévisible à l'échelle nationale. Les coûts de raccordement sont désormais définis en fonction de la puissance et du niveau de tension :

- ▶ 193 EUR/kW pour les projets raccordés en basse tension ;
- ▶ 96,5 EUR/kW pour les projets raccordés en moyenne tension (environ 1 à 50 MW) ;
- ▶ entre 9,5 et 19 EUR/kW pour les projets raccordés en haute tension (généralement au-delà de 50 MW).

Cette tarification s'applique sur l'ensemble du territoire, mettant fin à un système où les coûts différaient entre Zagreb et le reste du pays. Cette structure tarifaire favorise clairement les projets de grande envergure (industriels et centres de données), en réduisant significativement leurs coûts d'accès au réseau.

Transports

Contrat de 677 M EUR (HT) pour le plus grand projet ferroviaire croate

La compagnie ferroviaire publique [HŽ Infrastruktura](#) a signé un contrat avec la société indienne Afcons Infrastructure pour un montant de 677 M EUR (HT) pour la reconstruction de la voie existante et la construction d'une 2^{ème} voie entre Dugo Selo et Novska. Les travaux comprennent aussi la reconstruction des gares, des passages à niveau, des murs antibruit, des systèmes de signalisation et de l'infrastructure électrique. Il s'agit du plus grand contrat de l'histoire de la république croate. Cette section de 83 km fait partie du principal corridor ferroviaire du pays, tant pour le fret que le transport de voyageurs, sur une ligne pan-européenne entre Salzbourg et Thessalonique (corridor X). Le coût global - environ 900 M EUR - est cofinancé par des aides européennes à hauteur de 800 M EUR : 519 M EUR par le fonds de développement régional (FEDER), et 289 M EUR avec le Connecting Europe Facility (CEF). Les travaux devraient durer environ 6 ans.

Relations bilatérales

Mission du MEDEF à Zagreb

Une délégation du [MEDEF International](#) a effectué une mission à Zagreb les 19 et 20 mai. Cette mission s'inscrivait dans le prolongement du forum d'affaires franco-croate organisé à Paris lors de la visite officielle du Premier ministre croate Andrej Plenković en décembre dernier, témoignant d'une volonté commune d'approfondir le partenariat économique bilatéral. La délégation a notamment rencontré les ministères croates des Transports et de l'Économie, ainsi que la Banque européenne d'investissement (BEI), afin d'évoquer les grands projets d'infrastructures, de mobilité et de transition énergétique du pays. Cette mission a également permis de mettre en valeur l'écosystème d'innovation franco-croate, à travers des échanges avec la [French Tech Zagreb](#), récemment labellisée. Une séquence de rencontres B2B organisée par la Chambre d'économie croate ([HGK](#)) a par ailleurs permis aux entreprises françaises d'échanger avec une soixantaine d'entreprises croates issues de secteurs variés.



Lancement officiel de « la French Tech Zagreb »

Le lancement officiel de la communauté « La [French Tech Zagreb](#) », organisé le 21 mai 2026 à Zagreb, a réuni une soixantaine d'entrepreneurs, investisseurs et acteurs institutionnels croates



et français. Les membres fondateurs Quentin Lacoïnta et Guillaume Rabhi ont mis en avant l'ambition de faire de Zagreb une porte d'entrée régionale pour les start-up françaises en Europe du Sud-Est, dans un contexte de forte dynamique de la tech croate portée notamment par des acteurs comme Infobip ou Rimac. La création de cette communauté s'inscrit dans le cadre de la labellisation 2026-2028 du réseau international French Tech annoncée par les autorités

françaises début mai et soutenue localement par le Service économique de l'Ambassade de France en Croatie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Rédaction :

Hervé Ochsenbein, Service économique régional de Vienne

SER de Vienne : V. Reiss, S. Maynhardt, P. Chaumont (vienne@dgtresor.gouv.fr)

Antenne de Ljubljana : E. Zajc, P.-A. Parmentier ([ljublana@dgtresor.gouv.fr](mailto:ljubljana@dgtresor.gouv.fr))

SE de Zagreb : S. Geranton, B. Jadrijevic, N. Pavlinovic, M. Maiolo

(zagreb@dgtresor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 28/05/2026